Pratiques langagières dans un milieu de travail bilingue de Moncton

Matthieu LeBlanc

Numéro 22, automne 2006

Urbanité et durabilité des communautés francophones du Canada

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1005382ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1005382ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université d'Ottawa
Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1183-2487 (imprimé)

1710-1158 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

LeBlanc, M. (2006). Pratiques langagières dans un milieu de travail bilingue de Moncton. *Francophonies d'Amérique*, (22), 121–139.
<https://doi.org/10.7202/1005382ar>

PRATIQUES LANGAGIÈRES DANS UN MILIEU DE TRAVAIL BILINGUE DE MONCTON

Matthieu LeBlanc
Université de Moncton

On dit souvent de Moncton qu'elle est la ville bilingue par excellence. Dans le discours sur la ville et le bilinguisme, on fait souvent référence à la cohabitation harmonieuse des deux communautés linguistiques et à l'amélioration des rapports entre anglophones et francophones depuis une trentaine d'années¹. Sans vouloir relater toute l'histoire des rapports entre les membres des deux groupes linguistiques, nous pouvons tout de même affirmer sans hésiter que, sur les plans économique, social et culturel, les francophones du Grand Moncton ont réalisé d'énormes progrès depuis les années 60. Ils se sont dotés d'un certain nombre d'institutions, possèdent leurs propres établissements d'enseignement, sont très présents sur la scène artistique, et contribuent largement au succès et au développement économique de la région. Aujourd'hui, la région de Moncton, principal pôle de croissance et de développement du Nouveau-Brunswick², continue d'attirer des francophones de partout dans la province et représente, pour bien des francophones, « le Centre », la capitale.

Ces profondes transformations, jumelées au redressement économique qu'a connu le Grand Moncton depuis les années 80, n'ont pu faire autrement que de modifier les rapports entre les membres des deux communautés linguistiques, surtout compte tenu du rôle grandissant que jouent les compétences linguistiques sur le marché du travail. Nous savons que de nombreuses entreprises, y compris plusieurs centres d'appels, ont décidé de s'établir à Moncton afin de profiter de sa main-d'œuvre bilingue. Dans la très grande majorité des cas, ce sont les francophones qui finissent par occuper ces postes bilingues du fait que ce sont eux qui possèdent les compétences linguistiques requises. Comme les francophones de la région n'ont eu d'autre choix que d'apprendre l'anglais, il se trouve que ce sont eux qui, aujourd'hui, possèdent ces compétences que l'on valorise de plus en plus sur le marché du travail³. Il en va toutefois autrement pour les anglophones, majoritaires, qui pour leur part n'ont jamais eu à apprendre la langue de la minorité. Dans un marché où la connaissance des deux langues est plus recherchée, plus exigée, que jamais, les francophones, pendant longtemps contraints à limiter l'usage de leur langue à certaines sphères bien précises, se rendent compte que leur bilinguisme constitue une compétence de grande valeur qui donne accès à des ressources matérielles concrètes, c'est-à-dire des emplois.

Cela dit, devant cette nouvelle réalité, comment s'effectue la coexistence des langues et des locuteurs dans les divers espaces publics et professionnels de Moncton⁴? Quelle langue parle-t-on? Dans quelle langue travaille-t-on? S'il est vrai qu'il existe des espaces

unilingues homogènes où les interactions se font dans une langue plutôt que dans l'autre, c'est-à-dire en anglais ou en français, il y a bien entendu des espaces où les deux langues sont admises. Nous pensons en particulier aux milieux de travail, qui figurent parmi ces lieux de contact, ces espaces « bilingues », qu'ils soient reconnus comme tels ou non. Ces milieux constituent effectivement des espaces de contact qui permettent d'observer les rapports de force entre les langues et les luttes de pouvoir entre les groupes, ainsi que les phénomènes de domination, d'insécurité linguistique et de construction identitaire.

Dans le présent article, nous présenterons les résultats préliminaires d'une recherche en cours sur la langue de travail dans un milieu de travail bilingue situé à Moncton, plus précisément un ministère de la fonction publique fédérale. Il s'agit d'un milieu où le bilinguisme est reconnu officiellement (contrairement à l'entreprise privée, par exemple) et où les compétences linguistiques sont une ressource très prisée par les membres des deux groupes du fait qu'elles constituent souvent un critère d'embauche et de promotion, et cela, à tous les niveaux de la hiérarchie.

Comme il s'agit d'une recherche en cours, nous nous limiterons, pour les besoins de notre article, à l'analyse des représentations linguistiques des francophones qui travaillent dans ce milieu – c'est-à-dire ce que les locuteurs pensent et disent de leurs pratiques et de celles des autres –, et ce, à seule fin de faire le lien entre les représentations et l'insécurité linguistique. Autrement dit, dans quelle mesure les représentations peuvent-elles avoir une influence sur les pratiques? Dans un premier temps, nous donnerons des précisions sur la méthodologie employée, le milieu de travail dans lequel nous avons effectué notre recherche et les politiques linguistiques qui régissent l'usage des langues dans ce milieu, pour ensuite décrire les comportements linguistiques que nous y avons observés. Dans un deuxième temps, nous nous pencherons sur les représentations linguistiques des francophones et plus précisément sur le phénomène de l'insécurité linguistique. En conclusion, nous discuterons des autres objectifs de notre étude.

Première partie

Méthodologie

La recherche que nous menons s'inscrit dans le cadre d'une étude ethnographique et sociolinguistique plus large portant sur les pratiques langagières dans un milieu de travail bilingue en milieu minoritaire. Comme nous cherchons à analyser les processus sociaux et à nous concentrer sur le sens que les individus donnent à leur action et sur la manière dont ils construisent la réalité sociale (Kaufmann, 1996; Deslauriers, 1991; voir aussi Mucchielli, 1996), nous avons opté pour une démarche essentiellement qualitative qui se situe dans ce qu'on appelle communément le paradigme « compréhensif » et qui s'oriente ainsi vers l'exploration des faits sur le terrain. En d'autres termes, nous cherchons à comprendre les faits à partir du terrain plutôt qu'à les décrire et à les mesurer. En sociolinguistique, l'approche qualitative occupe une place centrale dans les

domaines de l'ethnographie de la communication et de la sociolinguistique interactionnelle (Gumperz, 1982; Gumperz et Hymes, 1986), lesquels se consacrent à l'étude des rapports entre langues, sociétés, cultures, discours et communication. C'est ce que Philippe Blanchet regroupe sous le nom de l'ethnosociolinguistique, qui s'appuie justement sur une démarche empirico-inductive et dont l'objectif est de répondre aux questions du genre « qui parle quoi, où, de quoi, avec qui, comment, pourquoi, dans quel but concret ou symbolique...? » (2000 : 72). Nous posons essentiellement les mêmes questions. Plus concrètement, suivant Blanchet, nous nous sommes appuyés en grande partie sur une démarche qui propose d'aller du global – c'est-à-dire l'observation participante – à l'analytique – à savoir les entretiens semi-dirigés et l'analyse des données contextuelles – pour revenir à une synthèse interprétative globale (ou mise en triangulation des données).

La recherche de terrain

La recherche de terrain proprement dite, qui s'est échelonnée sur plus de quatre mois, a été effectuée dans un bureau d'un ministère du gouvernement fédéral situé à Moncton. Pour les besoins de notre enquête, nous nous sommes limités à l'une des deux grandes divisions du ministère, laquelle compte environ 75 employés à temps plein (sur un total de plus de 200 employés pour l'ensemble du bureau). Une trentaine d'entretiens semi-dirigés d'une durée moyenne d'une heure ont été réalisés auprès de fonctionnaires francophones et anglophones. Les activités d'observation participante ont pour leur part été nombreuses et variées : observation générale des comportements linguistiques (qui parle quoi, où, avec qui, quand et pourquoi?), participation à des réunions et à des séances de formation, discussions informelles avec les participants et les autres employés de la division, etc. Nous avons aussi eu l'occasion de discuter longuement avec un certain nombre d'employés de l'autre grande division du bureau, de nous familiariser avec la structure et le fonctionnement de l'organisme, et d'analyser les politiques linguistiques. Enfin, il faut signaler que nous y avons occupé un bureau et avons eu accès à un ordinateur pendant toute la durée du stage d'observation, ce qui nous a permis de prendre connaissance du site intranet du ministère, des messages envoyés à tous les employés ainsi que des diverses pratiques et politiques internes. Bref, ce fut une intégration totale et complète au milieu de travail.

La langue de travail dans la fonction publique fédérale

Contrairement à l'entreprise privée – où l'anglais est, dans la très grande majorité des cas, la langue de travail –, le milieu de travail où nous avons mené notre enquête a ceci de particulier que l'anglais et le français sont les langues officielles de travail. Conformément à la partie V de la Loi sur les langues officielles du Canada, qui porte sur la langue de travail dans les ministères et agences du gouvernement fédéral, le Nouveau-Brunswick fait partie des régions désignées « bilingues » en ce qui concerne de la langue

de travail⁵. Les fonctionnaires fédéraux qui travaillent dans ces régions ont ainsi, en vertu de cette loi, le droit d'utiliser le français ou l'anglais au travail, par exemple en matière d'évaluation et de supervision ou encore quand il s'agit de participer à des réunions, de recevoir des instructions, de rédiger des documents internes.

Depuis une trentaine d'années, toutefois, la question de la langue de travail représente un défi de taille pour l'administration fédérale. Dans les régions désignées bilingues, c'est l'anglais qui, dans la plupart des cas, s'est imposé comme principale langue de travail (exception faite du Québec, bien entendu), et les fonctionnaires francophones se sont souvent plaints de ne pas pouvoir travailler dans leur langue. De nombreuses études sur la langue de travail ont été menées par le gouvernement fédéral ou pour son compte depuis une vingtaine d'années, et les constats sont souvent les mêmes : il y a, dans les régions désignées bilingues, asymétrie entre l'anglais et le français en ce qui concerne la langue de travail. Si l'on s'en tient aux rapports, les obstacles systémiques à l'intégration du français dans les milieux de travail sont nombreux et pour le moins persistants. On fait référence entre autres à l'unilinguisme d'un certain nombre de cadres et de superviseurs, à l'absence d'outils de travail dans l'une ou l'autre des langues, au manque de leadership de la haute direction, au faible taux de bilinguisme des anglophones, à la documentation unilingue et aux lacunes de la formation linguistique. Dans les rapports annuels du Commissariat aux langues officielles, par exemple, on affirme sans ambages que la langue de travail constitue le parent pauvre de la Loi sur les langues officielles du Canada.

Outre les études publiées par le gouvernement, qui mettent l'accent sur les obstacles systémiques à l'usage des langues, très peu de chercheurs de l'extérieur de la fonction publique fédérale se sont intéressés à cette question. L'étude la mieux connue est sans conteste celle de Richard Bourhis sur la langue de travail au sein de la fonction publique fédérale au Nouveau-Brunswick. S'inscrivant dans le domaine de la psychologie sociale, l'enquête menée en 1992 a fait l'objet d'une importante publication savante (Bourhis, 1994). Il faut cependant préciser qu'il s'agit d'une étude de nature prédictive dont l'objectif est de mesurer les perceptions des locuteurs et d'établir des liens entre le milieu de travail et la société dans son ensemble. L'enquête exclusivement quantitative a été menée par questionnaire auprès de quelque 2 300 fonctionnaires anglophones et francophones travaillant dans les quatre coins de la province. Elle ne comprend donc aucune observation sur le terrain. Au terme de son étude, Bourhis conclut que l'appartenance ethnique et le niveau de bilinguisme des répondants, jumelés à leur environnement de travail, figurent parmi les facteurs qui déterminent le choix de langue en milieu de travail. Il estime en outre que la forte vitalité ethno linguistique (voir Allard et Landry, 1996, entre autres) de la communauté de langue anglaise au Nouveau-Brunswick conjuguée au statut élevé qu'occupe l'anglais par rapport au français font également en sorte que l'anglais demeure, dans une très grande mesure, la langue de travail tant pour les anglophones que pour les francophones (*ibid.*). Même si l'étude de Bourhis se distingue de la nôtre par son approche et ses objectifs, nous croyons tout de même qu'elle constitue un bon point de départ en ce qu'elle nous donne une vue

d'ensemble des pratiques langagières dans la fonction publique fédérale au Nouveau-Brunswick.

Les comportements linguistiques en milieu de travail

Avant de passer à l'analyse des représentations linguistiques, il importe de décrire ce qui se passe concrètement sur le plan des pratiques en milieu de travail. Autrement dit, qui parle (ou écrit...) quoi, où, de quoi, quand, avec qui, comment et pourquoi?

D'abord, pour ce qui est de la composition de l'effectif, nous constatons que le bureau compte une forte proportion de francophones. Dans la division dans laquelle nous avons mené notre enquête, plus de 65 p. 100 des employés sont francophones, ce qui, en soi, est quelque peu exceptionnel quand on pense que les francophones ne représentent que 33 p. 100 de la population du Grand Moncton. Cette asymétrie n'a cependant rien d'étonnant et s'explique par le fait que la grande majorité des postes au sein de la division sont désignés « bilingues ». Étant donné que le taux de bilinguisme est considérablement plus élevé chez les francophones que les anglophones, ce sont les membres du groupe minoritaire qui, grâce en partie à leurs compétences linguistiques, occupent plus de la moitié des postes, et cela, à tous les niveaux de la hiérarchie. Il faut également préciser que le ministère se distingue des milieux de travail du secteur des services (comme les centres d'appels), où les postes bilingues se situent souvent au bas de l'échelle (Roy, 2003).

Cela dit, il reste à voir dans quelle mesure les deux langues sont utilisées comme langue de travail. Comme l'ont montré les études publiées par le gouvernement fédéral, nous constatons également que, dans la division en question, c'est effectivement l'anglais qui est la principale « langue de travail ». *Grosso modo*, les fonctionnaires ont davantage recours à l'anglais dans les réunions (et dans certains cas uniquement à l'anglais), pour la rédaction de documents (textes, rapports, messages électroniques, etc.) et dans les discussions (formelles et informelles) auxquelles prennent part les membres des deux groupes linguistiques. Ce n'est pas dire qu'on n'a *jamais* recours au français dans les réunions ou pour la rédaction, mais s'il fallait quantifier, force nous serait d'admettre que c'est véritablement l'anglais qui, dans la majorité des cas, est la langue commune de travail. Cela dit, quelle place le français occupe-t-il au travail?

Il serait certes faux de croire qu'on n'entend pas le français dans ce milieu de travail. Au contraire. Compte tenu de la forte proportion de francophones au sein de la division, le français occupe en effet une assez grande place. Entre francophones, par exemple, c'est le français qui, à de rares exceptions près, est la langue d'usage, c'est-à-dire dans les discussions informelles ou même lorsqu'on discute de travail. De plus, les francophones ayant de nombreuses années de service au ministère sont presque unanimes à reconnaître qu'il n'est plus « mal vu » de parler français entre francophones, qu'ils se sentent à l'aise de discuter en français entre eux, que le français a plus de place que jamais au sein du ministère (même s'il ne remplit pas toutes les fonctions) et que les améliorations constatées vont de pair avec la reconnaissance du français et des francophones dans la région du Grand Moncton.

Toujours est-il que, malgré la place grandissante du français et des francophones au sein du ministère, le français n'est toujours pas – et nous pouvons en témoigner – une langue de travail au même titre que l'anglais. Si certains des obstacles auxquels nous avons fait allusion plus haut y sont sans doute pour quelque chose, il en existe néanmoins d'autres, moins évidents et plus difficilement observables. Pour mieux cerner ces « autres » obstacles, nous croyons qu'il importe de se pencher sur les valeurs que les francophones attribuent aux diverses langues et variétés qui se font entendre dans ce milieu de travail. Autrement dit, il nous faut analyser les représentations que les locuteurs entretiennent à l'égard de leur langue et celle des autres, c'est-à-dire l'image mentale qu'ils se font de leur langue, de leur façon de la parler, de sa légitimité, de son statut. Comment perçoivent-ils le français? l'anglais? le vernaculaire? Si nous nous intéressons aux représentations, c'est parce que, comme nous l'avons mentionné au début, nous savons qu'elles peuvent en effet agir sur les pratiques.

Deuxième partie

Les représentations linguistiques et l'insécurité linguistique

Depuis plus d'une trentaine d'années, les chercheurs appartenant aux diverses disciplines des sciences humaines (anthropologie, histoire, sociologie, etc.) ont largement recours à la notion de représentation, ou plus précisément de représentation sociale. Selon Denise Jodelet, les représentations sont « une forme de connaissance, socialement élaborée et partagée, ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social » (1989 : 36). Si elle se distingue de la connaissance scientifique à proprement parler, la notion de représentation est tout de même considérée comme un objet d'étude légitime étant donné son importance dans la vie sociale « et l'éclairage qu'elle apporte sur [...] les interactions sociales » (*ibid.*). La notion de représentation, tout comme celle d'attitude linguistique (voir Gueunier, 1997, pour la distinction entre ces deux notions), a fait son apparition en linguistique dans les années 70, en grande partie grâce aux travaux de William Labov (1976).

Aujourd'hui, les représentations occupent une place centrale en sociolinguistique. Dans son ouvrage sur l'écologie des langues du monde, Louis-Jean Calvet insiste justement sur l'importance des représentations linguistiques, qui, selon lui, peuvent avoir une influence sur les pratiques et sur la façon de voir le monde (1999 : 11). Philippe Blanchet abonde lui aussi dans le même sens, estimant que la notion de représentation linguistique est aujourd'hui devenue essentielle pour les sociolinguistes (2003 : 301). Enfin, selon Henri Boyer, la notion de représentation « est désormais devenue un concept transversal, que l'on retrouve dans plusieurs domaines des sciences de l'homme et de la société, et qui a acquis, en particulier en (socio)linguistique et en didactique des langues-cultures [...], un statut théorique de première importance » (2003 : 9) (voir aussi à cet égard Gueunier, 1997; Lafontaine, 1997; Francard, 1994, 1997; Calvet, 1999, 2000; Singy, 1996; Boudreau et Dubois, 2001; Canut, 1998).

Comme nous l'avons mentionné plus haut, nous entendons par représentation linguistique l'image mentale que les locuteurs se font de leur langue, de leur façon de la parler, de sa légitimité, etc. Selon Nicole Gueunier :

[l]'usage, en sociolinguistique, du terme *représentation* est un emprunt aux sciences humaines [...], qui le tiennent elles-mêmes du vocabulaire de la philosophie. Là, il désigne une forme courante (et non savante) de connaissance, socialement partagée, qui contribue à une vision de la réalité commune à des ensembles sociaux et culturels [...] (1997 : 246).

Calvet, pour sa part, estime que « [d]u côté des représentations se trouve la façon dont les locuteurs pensent les pratiques, comment ils se situent par rapport aux autres locuteurs, aux autres pratiques, comment ils situent leur langue par rapport aux autres langues en présence » (1999 : 158). Lorsqu'il est question de représentations linguistiques, nous sommes, à son avis, « au centre de la linguistique, à la recherche d'un des facteurs de changement » (*ibid.* : 167). C'est donc dire l'importance qu'il faut accorder aux comportements linguistiques, « les représentations faisant partie intégrante de ces comportements » (De Robillard, 2001 : 9). Henri Boyer et Jean-François de Pietro, quant à eux, s'entendent pour dire qu'il faut « faire des *représentations* un objet d'étude privilégié, parce que considérées comme constitutives au premier chef des dynamiques sociolinguistiques envisagées et même d'un "poids" tel qu'elles peuvent parfois en être le levier essentiel » (2002 : 120). Enfin, pour Blanchet, « comprendre comment les humains vivent sur le plan sociolinguistique, c'est comprendre comment ils se *construisent* et donc se *représentent* leurs univers sociolinguistiques » (2003 : 301).

Enfin, l'analyse des représentations linguistiques se révèle d'autant plus cruciale que nous nous trouvons dans une situation de diglossie (au sens où l'entendent les sociolinguistes catalans et occitans), c'est-à-dire dans un milieu où les langues en présence, bien qu'officielles en théorie, ne remplissent pas toujours les mêmes fonctions. Comme le signale Lise Dubois dans un article sur le bilinguisme à Moncton, cette situation :

[...] a donné lieu, comme toute situation de contact où une langue ou variété est minorée et une autre langue ou variété est perçue comme l'usage légitime, à des représentations linguistiques qui ont conditionné pendant longtemps les pratiques langagières des francophones. J'entends par « langue minorée » ici la langue qui n'est pas reconnue par les interlocuteurs, issus de deux communautés linguistiques en contact, comme langue capable d'être porteuse d'une interaction entre eux (Dubois, 2003 : 141-142).

Les recherches menées sur la situation linguistique de Moncton (voir en particulier Boudreau, 2003, et Dubois, 2003) ont en effet montré que bien des francophones entretiennent à l'égard de leur langue des rapports de type diglossique. Même si les

francophones occupent plus de place que jamais dans l'espace monctonien, ils demeurent tout de même minoritaires, et ce sont donc eux qui continuent à porter le fardeau du bilinguisme. Autrement dit, les francophones sont conscients que leur langue ne remplit pas toujours les mêmes fonctions et n'a pas nécessairement le même statut que l'anglais, ce qui peut, comme l'explique Calvet (1999), donner naissance à des sentiments d'insécurité linguistique qui font en sorte que les locuteurs hésitent à s'exprimer dans leur langue dans certaines situations de communication. Il n'est pas rare que cette forme d'insécurité linguistique, que Calvet qualifie d'insécurité « interlinguistique » (*ibid.* : 160), s'accompagne d'une deuxième forme d'insécurité engendrée par la présence de formes vernaculaires qui ne cadrent pas toujours avec les formes plus standard employées dans certaines situations. Cette dernière forme d'insécurité, appelée « intralinguistique », est le résultat de variations au sein d'une même langue⁶ (*ibid.*). Dans notre cas, nous pensons particulièrement à la présence du vernaculaire francophone de la région du Grand Moncton, le chiac⁷. Ainsi, dans le milieu en question, nous nous trouvons en présence non seulement d'une langue dominante, l'anglais, et d'une langue minorée, le français, mais également d'une variété du français, le chiac, dont la présence, quoique restreinte, produit chez certains des sentiments d'insécurité. Nous savons d'ailleurs que les études menées en Acadie depuis le début des années 90 ont montré que l'insécurité linguistique agit sur les pratiques linguistiques des locuteurs, c'est-à-dire sur le choix de langue ou de variété (voir en particulier Boudreau, 1998; Boudreau et Dubois, 1992 et 2001, ainsi que Boudreau, Dubois et d'Entremont, 2005). Que se passe-t-il donc dans les milieux de travail de la région?

Dans la partie qui suit, nous examinerons ce qui se dégage de nos observations et de nos entretiens avec les fonctionnaires francophones du milieu de travail qui fait l'objet de notre étude. Nous nous concentrerons sur l'image qu'ils se font du français, de l'anglais et du vernaculaire, et tenterons de faire le lien entre les représentations, les pratiques et l'insécurité linguistique. En d'autres termes, au-delà des obstacles systémiques qui font entrave à l'emploi du français dans la fonction publique, les représentations que les francophones entretiennent à l'égard des langues et de leurs variétés peuvent-elles également expliquer, du moins en partie, la sous-utilisation du français dans ce milieu?

Les représentations de l'anglais

Comme nous le savons, ce ne sont pas tous les domaines de l'activité professionnelle qui accordent une importance égale au travail « langagier », c'est-à-dire au travail où le langage, oral ou écrit, occupe une place centrale. Dans le milieu de travail en question, cependant, la quasi-totalité des tâches sont de nature langagière : en effet, tous les employés sont appelés à communiquer à l'oral et à l'écrit, depuis le personnel de soutien jusqu'aux cadres. Bien que le degré d'utilisation du langage varie nécessairement d'un poste à l'autre, tous les employés ont, dans l'exercice de leurs fonctions, à rédiger des

documents (lettres, notes de service, rapports, etc.), à participer à des réunions (internes, externes, etc.), à communiquer par téléphone et par courriel, etc. En d'autres termes, la « part langagière » (Boutet, 2001) du travail est dans l'ensemble très importante. Ce que nous voulons savoir, c'est dans quelle langue s'effectue ce travail, tant à l'oral qu'à l'écrit, ce qui motive ces choix et ce qui constitue un obstacle.

Dans un premier temps, ce qui ressort de plusieurs entretiens et discussions, c'est l'inaptitude du français à exprimer la réalité du monde des affaires et de l'administration. Pour certains, lorsque vient le temps de rédiger, la question du choix de langue se pose rarement. Bien que, en principe, le recours au français soit possible⁸, on remarque que de nombreux francophones n'opteront pas pour cette langue du fait que, à leur avis, la langue des affaires et de l'administration est l'anglais, ni plus ni moins. On le voit, par exemple, dans les propos de Samuel, fonctionnaire francophone originaire du Sud-Est du Nouveau-Brunswick ayant fait toutes ses études scolaires et universitaires en français :

SAMUEL : ben écoute le domaine de la business / le langage des affaires / c'est carrément / l'anglais [...] la langue de repère c'est l'anglais

D'autres participants font tout simplement allusion aux qualités « intrinsèques » de l'anglais, par exemple son style administratif, qui serait plus souple que celui du français, ou encore la précision de son vocabulaire, lequel serait par ailleurs mieux connu et diffusé que celui du français. Ce sont là des commentaires qui viennent de fonctionnaires de tout âge. Éric, jeune fonctionnaire au service de la fonction publique depuis quelques années seulement, partage cet avis :

ÉRIC : [...] veut veut pas c'est / on parle de business pis / les mots viennent plus facilement en anglais même à l'université je veux dire nos / nos documents / de travail pis nos livres étaient en anglais

MATTHIEU : ok / ah bon / ok

ÉRIC : en principe / en business je veux dire c'est / plus facile de s'exprimer en anglais parce que les mots viennent plus facilement

Il importe de préciser qu'Éric a fait ses études dans les domaines de l'administration des affaires et de l'administration publique dans une université de langue française. Le fait qu'on lui ait imposé des manuels de cours en langue anglaise dans certains cas vient en quelque sorte le renforcer dans son opinion que l'anglais est la langue des affaires.

Dans un deuxième temps, pour expliquer le recours à l'anglais, certains affirment que bon nombre de leurs clients francophones – c'est-à-dire les membres du public avec qui ils doivent faire affaire – préfèrent d'ailleurs l'anglais comme langue de travail à l'écrit,

c'est-à-dire pour la correspondance et la documentation, et cela même si, à l'oral, les interactions se déroulent en français. C'est donc dire que, dans certains cas, l'anglais est souvent reconnu comme étant la langue des échanges à l'écrit, non seulement par le fonctionnaire mais aussi par le client. Nous savons cependant qu'en certains cas, tout se fait en français, le client ayant le choix de la langue de correspondance et donc de « travail » dans une certaine mesure.

Ces valeurs que l'on attribue souvent à l'anglais cadrent en quelque sorte avec ce qu'affirme Richard Y. Bourhis (1994) au sujet du statut qu'occupe l'anglais dans la fonction publique fédérale au Nouveau-Brunswick. De nombreux répondants semblent en effet croire qu'il existe des qualités inhérentes à l'anglais qui font en sorte que cette langue serait plus apte à exprimer les réalités de l'administration, ou encore qu'elle est tout simplement « la langue des affaires ». Mais au-delà de ces perceptions, y a-t-il d'autres obstacles? Quelle image se fait-on du français, par exemple?

Les représentations du français

Bien souvent, comme nous l'avons signalé, il n'y a pas que le prestige ou l'efficacité d'une langue qui explique les choix de code. Nous savons que, au fil des années, la langue de travail qui s'est imposée, à l'écrit, est l'anglais, et les francophones sont nombreux à affirmer qu'ils éprouvent aujourd'hui une certaine insécurité par rapport à leurs compétences en rédaction dans leur langue maternelle. Il ne faut pas oublier que certains francophones sont au service de la fonction publique depuis presque 30 ans, bien avant que les politiques sur la langue de travail aient été mises en œuvre dans les régions désignées bilingues. On arrive donc à comprendre assez facilement qu'un certain nombre d'entre eux se soient habitués à fonctionner dans cette langue. Cela dit, nous constatons tout de même que plusieurs jeunes fonctionnaires francophones sont du même avis. C'est notamment le cas de Danielle, jeune fonctionnaire originaire du Nord-Est de la province et ayant travaillé dans un milieu unilingue francophone pendant plusieurs années avant son arrivée à la fonction publique fédérale :

DANIELLE : [...] au niveau de l'anglais / la langue écrite est tellement / c'est tellement celle qui domine / que moi je suis rendue à un point où que je me sens plus à l'aise d'écrire en fran / en anglais qu'en français

MATTHIEU : l'habitude là / en raison du milieu?

DANIELLE : l'habitude la terminologie les expressions euh

Nous avons également remarqué que bon nombre de francophones sont convaincus qu'il en est de même pour la plupart de leurs collègues francophones de la division, ce qui, selon eux, s'explique par le fait qu'ils sont appelés à rédiger en anglais plutôt qu'en

français dans la majorité des cas. Bref, nous ne sommes pas les premiers à observer ce phénomène.

À notre avis, cependant, ce qu'il faut examiner, ce sont les sentiments d'insécurité que ressentent certains francophones par rapport à cette perte de compétences ou tout simplement par rapport à leurs connaissances du français écrit. D'aucuns s'en culpabilisent ouvertement en manifestant leur étonnement et leur déception devant leurs lacunes en français. Certains n'arrivent pas à comprendre, par exemple, que la tournure ou le mot français ne leur vienne pas spontanément à l'esprit lorsqu'ils sont appelés à rédiger en français, ou encore que leurs textes contiennent parfois des traces de l'anglais résultant du contact intense des deux langues dans la région de Moncton et dans le milieu de travail. Dans le passage qui suit, Françoise fait référence à la gêne qu'elle ressent parfois lorsqu'elle rédige en français :

FRANÇOISE : je vais chercher des mots / je vais le trouver en anglais en
premier pis après ça je vais dire ah / mon Dieu / tu sais là j'ai
une espèce de honte là tu sais.

Dans certains cas, l'obstacle, c'est la perception de ne pas être à la hauteur de la tâche, de ne pas pouvoir produire en français un texte qui soit exempt d'erreurs. C'est le cas de Blanche, fonctionnaire francophone de carrière originaire du Nord-Est de la province. Pourtant très à l'aise en français, Blanche estime néanmoins qu'il existe un écart entre la qualité de « son » français et celle que l'on retrouve dans les textes des traducteurs professionnels, qui produisent la quasi-totalité des textes français qui circulent dans le bureau. En effet, on note chez quelques-uns une certaine ambivalence par rapport à la norme représentée dans les traductions : d'un côté, ils estiment qu'elle ne reflète pas toujours la norme « courante », c'est-à-dire que le vocabulaire qu'elles renferment est inconnu ou que le style est trop soutenu; d'un autre, ils voient dans les traductions la reproduction de la norme légitime, difficilement accessible pour le fonctionnaire moyen (voir Dubois, 1999, à cet égard).

De plus, puisque le recours systématique à l'anglais s'est souvent fait au détriment du français, certains participants occupant des postes bilingues nous ont avoué leur crainte d'avoir un jour à se soumettre à un examen de compétences écrites dans leur langue maternelle. D'autres se disent pour leur part soulagés d'avoir sur place un service de traduction, ce qui leur permet de rédiger en anglais, puis de faire traduire le texte en français si besoin est⁹.

Force nous est donc de conclure que, pour un certain nombre de francophones, rédiger en français est une entreprise pour le moins laborieuse. La maîtrise du français standard (ou de la norme prestigieuse, « légitime ») semble réservée à un petit nombre de francophones, et les efforts qu'il faut déployer pour arriver à appliquer cette norme dans les textes peuvent parfois paraître énormes. Patrice, originaire de Moncton et diplômé d'une université de langue française, explique bien cet état de choses :

PATRICE : mais euh / pis euh / un document officiel en français ça prend /
ça prend veut veut pas quelqu'un qui s'y / qui s'y connaît

MATTHIEU : ok ok / qui connaît euh / le domaine?

PATRICE : euh le domaine / ou la terminologie / la terminologie et puis
même la structure des phrases et puis tout ça

MATTHIEU : ok ok ok

PATRICE : veut veut pas on est / je suis plus à l'aise / ça va plus vite en
anglais

On voit dans la dernière remarque de Patrice qu'il semble d'abord parler au nom de tous les francophones (« veut veut pas on est ») tellement il est convaincu qu'il y a consensus sur la question. Il n'est d'ailleurs pas le seul à estimer que les francophones sont, pour la très grande majorité, plus à l'aise de rédiger en anglais qu'en français. Plusieurs participants ont effectivement fait référence aux difficultés du français, à la complexité de sa grammaire, pour justifier le recours à l'anglais.

Cela dit, il importe de signaler que certains de ces mêmes participants font une distinction entre le milieu de travail, où ils marquent une préférence pour l'anglais (à l'écrit) ou acceptent de converger vers l'anglais en la présence d'unilingues (à l'oral), et les autres milieux ou espaces de contact de langue (par exemple les commerces, les services gouvernementaux, etc.), où ils sont parfois plus enclins à revendiquer leur droit de se faire servir dans leur langue. En effet, nombreux sont ceux qui disent avoir constaté au fil des années un accroissement de l'offre active dans les commerces et les services gouvernementaux, amélioration qui irait de pair avec la place grandissante du français et des francophones dans la région de Moncton et en particulier à Dieppe (tous, bien sûr, ne sont pas du même avis). On peut donc conclure qu'il est difficile d'établir de façon systématique des parallèles entre les comportements linguistiques que l'on observe en milieu de travail, où les choix de langue sont dictés par toutes sortes de facteurs, et les comportements des individus à l'extérieur de ce milieu.

Les représentations du vernaculaire

Si le recours quasi systématique à l'anglais peut naturellement se traduire par une certaine insécurité lorsque vient le temps de rédiger en français, il ne faut cependant pas oublier qu'il peut se poser d'autres obstacles. Pour certains fonctionnaires originaires du Sud-Est du Nouveau-Brunswick, la présence du vernaculaire constituerait une autre entrave à l'emploi du français dans des situations officielles en milieu de travail. Certains font explicitement mention du *chiac*, alors que d'autres parlent tout simplement du « français du Sud-Est » (ou encore du français de Moncton, de Shediac, de Kent). Dans

l'ensemble, les locuteurs originaires du Sud-Est semblent tous avoir leur mot à dire sur le rôle et la place du vernaculaire, ou encore sur les malaises qu'il peut provoquer. Par exemple, de l'avis d'un des participants, les francophones du Sud-Est, avec « leur petite grammaire réduite », se sentiraient la plupart du temps mal à l'aise d'intervenir devant des collègues ou des clients québécois ou français tellement l'écart entre le français du Sud-Est et les « autres » français est grand. Georges, fonctionnaire de carrière, abonde dans le même sens, affirmant que les Acadiens du Sud-Est n'auraient pas une langue « pure » et que certains pourraient donc se sentir mal à l'aise non seulement de rédiger en français, mais également d'intervenir en français dans une réunion à laquelle participent des fonctionnaires francophones d'autres régions, qu'il s'agisse du nord de la province, du Québec ou de la région de la capitale nationale. Ce dernier participant tient cependant un discours quelque peu ambivalent. Si, selon lui, l'emploi du français est plus répandu que jamais, plus « acceptable et normal » que jamais (dans certaines situations, bien entendu), en revanche son emploi dans des situations où le recours à un français plus standard est exigé n'est pas garanti. Il fait plus précisément référence aux difficultés que cela peut poser pour certains francophones du Sud-Est.

GEORGES : mais asteure c'est / c'est plus une pratique acceptable que / que
t'approches la langue [que] tu veux / tous les réunions si tu veux
euh / t'exprimer en français / si tu OSES t'exprimer en français /
parce que pour nos francophones là / c'est pas tout le temps
facile de s'exprimer en français à Moncton

D'autres rationalisent le problème en citant des études qui auraient montré que les francophones du Sud-Est ont plus de difficulté à s'exprimer en français que les francophones des autres régions de la province, où le contact avec l'anglais est moins grand. On remarque aussi l'ambivalence qui caractérise les rapports que les locuteurs entretiennent avec le vernaculaire : bien que la plupart des participants admettent que le chiac fait partie intégrante de la culture des Acadiens du Sud-Est et qu'il importe donc de reconnaître sa fonction identitaire, certains sont d'avis qu'il n'a pas favorisé l'apprentissage d'un français plus standard et que, somme toute, il constituerait dans certains cas un obstacle.

Enfin, il y en a quelques-uns qui se font une image beaucoup plus négative du chiac en y soulignant les limites pour ceux qui ont des aspirations professionnelles, c'est-à-dire ceux qui souhaitent ou bien monter dans la hiérarchie ou bien faire carrière ailleurs dans la fonction publique. L'une des participantes affirme, par exemple, que le chiac, bien qu'il ait une fonction identitaire pour les jeunes, est tout de même « limitatif » et serait un « signe d'infériorité ».

JOANNE : alors / c'est que ça [le chiac] devient comme tu sais là le / le
standard / tu sais là dans certains / groupes de la population

MATTHIEU : ok

JOANNE : ouin / pis ça je trouve c'est / ça ça / tu sais ça fait mal / tu sais parce que / c'est peut-être drôle / c'est peut-être / tu sais comme le chiac / les jeunes / ceux qui vont à l'école là Mathieu-Martin pis tout ça ils trouvent que c'est cool pis ci pis ça / mais / prends un pas à l'extérieur de la région pis là tu vas voir comment drôle que c'est là

MATTHIEU : ouin / c'est ça

JOANNE : ça vient plus drôle du tout là [...] c'est limitatif / c'est un signe d'infériorité

Enfin, un dernier participant renchérit sur ce que dit Joanne en réitérant que l'usage du chiac dans un milieu de travail comme la fonction publique dénote un manque de professionnalisme et pourrait donc constituer une entrave à l'ascension au sein du ministère. On voit donc que, aux yeux de certains, le chiac peut effectivement imposer des limites.

Conclusion

Que pouvons-nous donc retirer de cet examen sommaire des représentations linguistiques? Si, comme nous l'avons mentionné, la sous-utilisation du français dans ce milieu de travail est attribuable à de nombreux facteurs, nous constatons que, dans les recherches antérieures, on ne s'est jamais proposé d'aller sur le terrain observer les dynamiques linguistiques ou de s'attarder aux représentations des locuteurs. Nous croyons au contraire que la prise en compte des représentations s'avère nécessaire si l'on souhaite mieux comprendre ce qui se passe dans ces milieux, car, comme l'ont montré de nombreux chercheurs, les valeurs qu'on attribue aux langues – qu'il s'agisse de l'anglais, du français ou du vernaculaire – et l'insécurité que ressentent les locuteurs par rapport à certaines variétés peuvent effectivement avoir une influence sur les pratiques langagières. Dans notre cas, comme nous l'avons vu, il y a une *double* insécurité, c'est-à-dire par rapport au statut des langues en présence (en l'occurrence l'anglais et le français) et par rapport à la forme des variétés du français (le français « de référence » et le vernaculaire), ou, pour reprendre les termes de Calvet (1999), insécurité *statutaire* et insécurité *formelle*. Dans une situation de bilinguisme ou de plurilinguisme, nous sommes d'accord avec Calvet pour dire que nous ne pouvons pas nous limiter aux variations intralinguistiques et ainsi négliger l'effet des autres langues en présence, qui, comme nous le savons, peuvent exercer un poids considérable.

D'abord, pour revenir à l'insécurité *statutaire*, l'analyse des discours des participants révèle qu'on attribue à l'anglais un statut supérieur à celui du français, dans la mesure où,

pour toutes sortes de raisons, cette dernière langue ne serait pas aussi apte que l'anglais à dire la réalité de l'administration et des affaires. De là les commentaires sur la maniabilité de l'anglais, sur les difficultés inhérentes au français, etc. Bien sûr, pour bien des francophones, cette situation s'explique facilement : si le recours à l'anglais se fait de façon presque spontanée, c'est en grande partie parce que la quasi-totalité des échanges se fait depuis longtemps dans cette langue et qu'elle a donc fini par devenir en quelque sorte la *lingua franca* du bureau, du ministère, tout comme elle l'est souvent dans bien d'autres situations ou milieux où les membres des deux communautés linguistiques se côtoient. Nous savons que, à Moncton, c'est l'anglais qui, sauf exception, est la langue commune des échanges entre anglophones et francophones, conformément à cette entente implicite, ce « contrat » qui résulte de l'histoire des rapports entre les deux groupes (voir à cet égard Dubois, 2003). Il s'agit là d'une manifestation de pratiques diglossiques (Boyer, 1991) de la part des locuteurs de la langue dominée, pratiques que l'on observe à la fois dans le milieu de travail et à l'extérieur.

À cela s'ajoutent bien entendu les autres obstacles qui limitent l'usage du français en milieu de travail. Même si ces obstacles ont déjà fait l'objet de plusieurs études, nous croyons que certains d'entre eux servent à illustrer concrètement la manière dont s'établissent les rapports de force et les inégalités entre les langues dans le milieu qui fait l'objet de notre recherche. Que dire, par exemple, de la présence d'employés unilingues anglophones et des postes qui n'exigent aucune connaissance du français? Dans une situation où le rapport de force entre les deux langues est encore grand et où tous les membres du groupe minoritaires parlent couramment la langue du groupe majoritaire, il est difficilement imaginable que le français puisse occuper une plus grande place comme langue de travail et que les francophones puissent ainsi se prévaloir de leur droit de travailler dans leur langue. D'autres facteurs, cependant, sont moins gérables. Par exemple, le bureau du ministère en question, de par ses fonctions, dessert l'ensemble des provinces de l'Atlantique et entretient des relations étroites avec des organismes étrangers, ce qui fait en sorte que l'anglais occupe naturellement une plus grande place que le français. Les trois autres provinces de l'Atlantique n'étant pas désignées bilingues aux fins de la langue de travail, on comprend facilement que les échanges se font surtout en anglais et que les fonctionnaires francophones sont ainsi souvent appelés à travailler dans l'autre langue. Ce sont là des réalités démographiques qui ont sans conteste un effet sur le statut qu'occupe le français en tant que langue de travail dans ce milieu et qu'on ne peut donc pas passer sous silence.

Comme nous l'avons vu, à l'insécurité statutaire vient se greffer une deuxième forme d'insécurité, *formelle* celle-là, qui résulte de la comparaison de son parler avec celui que l'on juge « légitime ». Comme nous l'avons vu, pour certains fonctionnaires francophones originaires du Sud-Est, il existerait un écart énorme, voire un fossé, entre leur propre langue et le français de référence, écart qui expliquerait les sentiments d'insécurité que certains d'entre eux éprouvent par rapport au français du nord de la province, du Québec ou de l'Europe francophone. Ces formes sont souvent considérées comme plus prestigieuses ou légitimes, ce qui fait en sorte que les locuteurs subissent une

forme de domination symbolique (Bourdieu, 1982). Ceci explique également l'autodépréciation de son propre parler qui ressort de certains entretiens, ainsi que les jugements de valeur par rapport au vernaculaire, bien que, comme l'a montré Boyer (1991), ces rapports soient souvent marqués par l'ambivalence et la contradiction.

Cependant, nous croyons qu'il importe de mentionner que, bien souvent, les francophones du Sud-Est semblent sous-estimer leurs compétences réelles, dans la mesure où ils surestiment l'écart entre leur compétence réelle et la compétence perçue. Pourtant, la plupart d'entre eux naviguent avec aisance entre le vernaculaire et le standard selon les situations de communication. Toujours est-il qu'ils estiment que leur français n'est pas nécessairement à la hauteur du fait qu'il a depuis toujours été en contact avec l'anglais et qu'il continue de l'être (d'où les remarques telles que « le français de Moncton », etc.). Dans bien des cas, c'est non pas le vernaculaire comme tel qui constituerait un empêchement, mais plutôt la présence subtile d'anglicismes ou d'archaïsmes qui laisseraient transparaître les origines « monctoniennes » des locuteurs. On voit donc que même ceux qui ont accès à la variété standard peuvent avoir intériorisé un sentiment d'insécurité linguistique par rapport à d'autres modèles moins marqués par des interférences ou des traits archaïsants, c'est-à-dire des modèles qu'ils considèrent comme moins périphériques. Pascal Singy montre en effet que les locuteurs évaluent souvent leurs propres pratiques en les comparant à celles du « centre », qui varie bien sûr en fonction de l'espace géographique et social dans lequel on se situe : « il apparaît en effet peu probable, compte tenu de l'inégalité qui les sépare, que locuteurs issus d'un espace-centre et locuteurs issus d'un espace périphérique se forment des images de l'usage qu'ils pratiquent en tous points identiques » (1996 : 31). Pour les Acadiens du Sud-Est, le Centre signifie souvent le Nord du Nouveau-Brunswick, le Québec ou l'Europe francophone. Le modèle centre-périphérie, qui est forcément dynamique, nous permet effectivement de mieux comprendre l'insécurité que manifestent certains des participants originaires du Sud-Est et la domination symbolique qu'ils peuvent ressentir (Bourdieu, 1982).

Enfin, comme nous l'avons expliqué au début, nous nous sommes limités, pour les besoins du présent article, à l'analyse des représentations linguistiques des francophones dans le but de mieux faire le lien entre les pratiques, les représentations et l'insécurité linguistique. Bien sûr, ce ne sont pas les seuls aspects qui nous intéressent, car nous savons à quel point les compétences linguistiques (bilingues) jouent un rôle important dans le milieu de travail qui fait l'objet de notre recherche. Le rôle que joue la langue est d'autant plus délicat dans ce milieu qu'il y a distribution inégale des ressources symboliques et matérielles, en ce sens que les membres des deux groupes n'ont pas un accès égal aux compétences linguistiques requises pour les postes. C'est pourquoi une approche critique – nous pensons à la sociolinguistique critique de Monica Heller (2003) et à l'analyse critique du discours de Norman Fairclough (1995) – viendrait incontestablement enrichir notre analyse des données. Afin de pousser plus avant la réflexion sur les dynamiques sociales, nous sommes d'avis que, suivant Heller, il faut mettre l'accent sur la langue en tant que pratique sociale. Ce ne sont donc pas les formes

langagières en tant que telles qui sont l'objet de la sociolinguistique critique, mais bien les pratiques. Ces pratiques sont des « formes de ressources langagières, mises en action par des pratiques communicatives (en partie langagières) comprises comme pratiques sociales » (Heller, 2003 : 11). Il s'agit là d'une approche holistique, globalisante, qui, dans notre cas, nous permettra de sortir de ce que Heller appelle « l'ici-maintenant » pour mieux faire le lien entre les processus sociaux qui ont cours et les structures et les catégories sociales, toujours dans une perspective historicisante, c'est-à-dire qui tient compte de l'histoire des rapports entre les membres des deux groupes linguistiques. Il nous faudra donc nous pencher entre autres sur les ressources, la communication et les discours en circulation, l'objectif étant de faire ressortir les conditions de production des discours en tenant compte du fait qu'ils se situent toujours dans un contexte historique, politique et social donné (*ibid.*). En gros, comment, dans notre milieu, l'analyse des pratiques langagières peut-elle nous éclairer sur la production et la reproduction des différences et des inégalités sociales? Si nous estimons que le regard critique s'avère nécessaire, c'est que nous constatons que, dans le milieu en question, les compétences linguistiques, de par les ressources auxquelles elles donnent accès, peuvent être à l'origine de tensions et de luttes de pouvoir entre les membres des groupes en présence. Quelles sont donc les relations de pouvoir qui découlent de la distribution inégale des ressources langagières? Qui sont les détenteurs des compétences « légitimes »? Qui définit ce qui compte comme compétence? Comment s'organise-t-on pour y avoir accès? Qui sont les exclus? Quelles sont les conséquences? Et quels sont les paradoxes et les contradictions qui résultent d'une telle situation? Voilà autant de questions que nous aborderons dans le reste de notre étude.

NOTES

1. On fait souvent référence aux avantages du bilinguisme dans les publications du gouvernement fédéral (en particulier Patrimoine Canada et le Commissariat aux langues officielles), du gouvernement provincial et de la ville de Moncton. Ce qui ressort, ce sont les avantages économiques du bilinguisme pour les entreprises et les individus à la recherche d'un emploi.
2. Voir à cet effet Beaudin (1998) et Young (2004).
3. Si les compétences bilingues sont très prisées dans le secteur du service à la clientèle (les centres d'appels, par exemple), elles le sont également dans d'autres secteurs (notamment la vente au détail) et dans la fonction publique (provinciale et fédérale). Il ne serait donc pas faux de dire que, dans certains secteurs, le bilinguisme constitue un véritable atout.
4. Deux articles ont été publiés récemment sur la situation sociolinguistique de Moncton : Boudreau (2003) et Dubois (2003).
5. Ces régions comprennent également certaines parties du Québec, la région de Montréal, la région de la capitale nationale et certaines parties de l'Est et du Nord de l'Ontario.
6. Il importe de signaler qu'à l'origine, on concevait l'insécurité linguistique comme étant l'insécurité résultant des variations au sein d'une même langue (Labov, 1976; Francard, 1994), par exemple entre la langue perçue comme « légitime » et le vernaculaire.
7. Par chiac, nous entendons la variété résultant du contact du français acadien et de l'anglais dans le Sud-Est du Nouveau-Brunswick.

8. Nous voulons dire que, conformément à la partie v de la Loi sur les langues officielles, les fonctionnaires ont le choix de rédiger dans la langue de leur choix.
9. Les traducteurs du service de traduction traduisent rarement vers l'anglais, ce qui montre que, dans la très grande majorité des cas, les textes sont rédigés en anglais.

BIBLIOGRAPHIE

-
- ALLARD, Réal, et Rodrigue LANDRY (1996), « Vitalité ethnolinguistique : une perspective dans l'étude de la francophonie canadienne », dans Jürgen Erfurt (dir.), *De la polyphonie à la symphonie : méthodes, théories et faits de la recherche pluridisciplinaire sur le français au Canada*, Leipzig, Leipziger Universitätsverlag, p. 61-88.
- BEAUDIN, Maurice (1998), « L'apport d'une minorité à sa région : les Acadiens du Sud-Est du Nouveau-Brunswick », dans Albert Breton (dir.), *Langue et bilinguisme : les approches économiques*, Ottawa, Ministère du Patrimoine canadien, p. 249-281.
- BLANCHET, Philippe (2000), *La linguistique de terrain : méthode et théorie. Une approche ethno-sociolinguistique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- BLANCHET, Philippe (2003), « Contacts, continuum, hétérogénéité, polynomie, organisation "chaotique", pratiques sociales, interventions... quels modèles? Pour une (socio)linguistique de la "complexité" », dans Philippe Blanchet et Didier de Robillard (dir.), *Langues, contacts, complexité : approches théoriques en sociolinguistique*, Rennes, Presses de l'Université de Rennes, p. 279-308.
- BOUDREAU, Annette (1998), « Représentations et attitudes linguistiques des jeunes francophones de l'Acadie du Nouveau-Brunswick », Thèse de doctorat, Paris, Université de Paris X (Nanterre).
- BOUDREAU, Annette (2003), « Construction identitaire et espace urbain : le cas des Acadiens de Moncton », dans Thierry Bulot et Leila Messaoudi (dir.), *Sociolinguistique urbaine : frontières et territoires*, Fernelmont (Belgique), Éditions modulaires européennes, p. 171-204.
- BOUDREAU, Annette, et Lise DUBOIS (1992), « Insécurité linguistique et diglossie : étude comparative de deux régions de l'Acadie du Nouveau-Brunswick », *Revue de l'Université de Moncton*, vol. 25, n° 2, p. 3-22.
- BOUDREAU, Annette, et Lise DUBOIS (2001), « Langues minoritaires et espaces publics : le cas de l'Acadie du Nouveau-Brunswick », *Estudios de sociolingüística*, vol. 2, n° 1, p. 28-49.
- BOUDREAU, Annette, Lise DUBOIS et Véronica D'ENTREMONT (sous presse), « Représentations, sécurité/insécurité linguistique et éducation en milieu minoritaire », dans Phylliss Daley et Sylvie Roy (dir.), *Francophonie, minorités et pédagogie*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa.
- BOURDIEU, Pierre (1982), *Ce que parler veut dire : l'économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard.
- BOURHIS, Richard Y. (1994), « Bilingualism and the Language of Work: the Linguistic Work Environment Survey », *International Journal of the Sociology of Language*, n° 105-106, p. 217-266.
- BOUTET, Josiane (2001), « La part langagière du travail : bilan et évolution », *Langage et société*, n° 98, p. 17-42.
- BOYER, Henri (dir.) (1991), *Langues en conflit : études sociolinguistiques*, Paris, L'Harmattan.
- BOYER, Henri (2003), *De l'autre côté du discours : recherches sur les représentations communautaires*, Paris, L'Harmattan.
- BOYER, Henri, et Jean-François DE PIETRO (2002), « De contacts en contacts : représentations, usages et dynamiques sociolinguistiques », dans Annette Boudreau, Lise Dubois, Jacques Maurais et Grant McConnell (dir.), *L'écologie des langues = The Ecology of Languages*, Paris, L'Harmattan, p. 103-123.
- CALVET, Louis-Jean (1999), *Pour une écologie des langues du monde*, Paris, Plon.
- CALVET, Louis-Jean (2000), « Langues et développement : agir sur les représentations? », *Estudios de sociolingüística*, vol. 1, n° 1, p. 183-190.
- CANUT, Cécile (1998), « Pour une analyse des productions épilinguistiques », *Linguistique et représentation(s)*, Montpellier, Université Paul Valéry, p. 69-90.
- DE ROBILARD, Didier (2001), « Peut-on construire des "faits linguistiques" comme chaotiques? Quelques éléments de réflexion pour amorcer le débat », *Marges linguistiques*, vol. 1, n° 1, p. 163-204. [En ligne], http://marges.linguistiques.free.fr/bdd_ml/archives_pres/doc0077presentation.htm (29 août 2006).
- DESLAURIERS, Jean-Pierre (1991), *Recherche qualitative : guide pratique*, Montréal, McGraw-Hill.
- DUBOIS, Lise (1999), « La traduction officielle au Nouveau-Brunswick : sa place et son rôle ». Thèse de doctorat, Québec, Université Laval.

- DUBOIS, Lise (2003), « Le bilinguisme à Moncton : lieu de divergence », dans Thierry Bulot et Leila Messaoudi (dir.), *Sociolinguistique urbaine : frontières et territoires*, Fernelmont (Belgique), Éditions modulaires européennes, p. 137-170.
- FAIRCLOUGH, Norman (1995), *Critical Discourse Analysis*, Londres, Longman.
- FRANCARD, Michel (1994), « Les jeunes francophones et leur langue : de l'Acadie du Nouveau-Brunswick à la Wallonie », *Revue de l'Université de Moncton*, vol. 27, n° 1, p. 147-160.
- FRANCARD, Michel (1997), « Insécurité linguistique », dans Marie-Louise Moreau (dir.), *Sociolinguistique : concepts de base*, Bruxelles, Mardaga, p. 170-176.
- GUEUNIER, Nicole (1997), « Représentations linguistiques », dans Marie-Louise Moreau (dir.), *Sociolinguistique : concepts de base*, Bruxelles, Mardaga, p. 246-252.
- GUMPERZ, John (1982), *Discourse Strategies*, Cambridge, Cambridge University Press.
- GUMPERZ, John, et Dell HYMES (dir.) (1986), *Directions in Sociolinguistics: The Ethnography of Speaking*, Oxford, Basil Blackwell.
- HELLER, Monica (2003), *Éléments d'une sociolinguistique critique*, Paris, Didier.
- JODELET, Denise (1989), « Représentations sociales : un domaine en expansion », dans Denise Jodelet (dir.), *Les représentations sociales*, Paris, Presses universitaires de France, p. 30-61.
- KAUFMANN, Jean-Claude (1996), *L'entretien compréhensif*, Paris, Armand Colin.
- LABOV, William (1976), *La sociolinguistique*, Paris, Éditions de Minuit.
- LAFONTAINE, Dominique (1986), « Attitudes linguistiques », dans Marie-Louise Moreau (dir.), *Sociolinguistique : concepts de base*, Bruxelles, Mardaga, p. 56-60.
- MUCCHIELLI, Alex (dir.) (1996), *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales*, Paris, Armand Colin.
- ROY, Sylvie (2003), « Bilingualism and Standardization in a Canadian Call Center: Challenges for a Linguistic Minority Community », dans Robert Bayley et Sandra R. Schecter (dir.), *Language Socialization in Multilingual Societies*, Clevedon, Multilingual Matters, p. 269-287.
- SINGY, Pascal (1996), *L'image du français en Suisse romande : une enquête linguistique en Pays de Vaud*, Paris, L'Harmattan.
- YOUNG, Huguette (2004), « Le boom français de Moncton », *La Presse*, 3 octobre.